

Les intellectuels tchécoslovaques ont diffusé un nouveau manifeste de deux mille mots

Une session plénière du comité central du parti communiste tchécoslovaque commence ce jeudi ses travaux à Prague. Le plénum décidera du sort de M. Dubcek et d'autres artisans du « printemps de Prague ».

Depuis un mois, un nouvel appel de deux mille mots circule en Tchécoslovaquie, clandestinement cette fois. Pour qu'on le distingue de celui qui portait le même titre et qui fut diffusé en juin-juillet 1968, le nouveau manifeste est divisé en dix points. Ses auteurs, dont, pour des raisons évidentes de prudence, nous ne pouvons citer les

noms, font le bilan de la première année d'occupation du pays.

Les personnalités tchèques qui ont rédigé ce document, dont on lira ci-dessous le texte intégral, l'ont adressé au Parlement et au gouvernement fédéral, au Conseil national et au gouvernement tchèque, ainsi qu'au comité central du parti communiste tchécoslovaque. Ils expliquent les raisons de leur mécontentement et disent leur certitude que l'évolution, amorcée avant l'invasion, se poursuivra. Cette confiance ne paraît guère fondée en cette période de normalisation, voire de « chasse aux sorcières », mais elle traduit l'espoir de la majeure partie de la population.

Il y a un an, plusieurs de nos représentants furent « transportés » à des négociations qui se soldèrent par le prétendu protocole de Moscou. C'était le procès-verbal de l'humiliation de peuples majeurs et souverains, qui n'avaient commis aucun crime, mais avaient eu la malchance de se trouver entre deux grandes puissances qui se disputaient le monde. La grande puissance qui envoya ses troupes sur notre territoire se référa au socialisme, qu'elle disait en danger chez nous. Le socialisme n'était pas menacé, ce qui l'était c'était la position de ceux qui pendant vingt ans l'avaient corrompu. En 1968, grâce à notre processus de renaissance presque tout le monde croyait que les erreurs pourraient être corrigées, les injustices réparées, et qu'il serait de nouveau possible de travailler avec plaisir. Le gouvernement et le parti communiste en pleine régénération étaient alors sur la bonne voie pour démontrer que le socialisme ne doit pas être lié de manière permanente aux injonctions, aux limitations et à la pénurie, mais qu'il peut accorder aux êtres humains toutes les libertés traditionnelles, acquises par les révolutions précédentes, puis édifier sur ces libertés une société plus évoluée non seulement dans le domaine économi-

que mais aussi sur le plan moral. Nos intentions étaient conformes aux idées anciennes du mouvement socialiste qui affirmaient le droit à la liberté des peuples et de l'être humain et rejetaient la contrainte exercée par les grandes puissances, la diplomatie secrète et la politique de couloir. C'est pourquoi il était du devoir international de ceux qui reconnaissent encore — si tant est qu'ils le font — les buts originels du socialisme de ne pas empêcher notre travail, de se conduire correctement à notre égard et de laisser au peuple tchécoslovaque le soin de s'organiser lui-même, sans que les personnalités rétrogrades de l'intérieur ou de l'étranger lui imposent un vieux régime pourri.

Depuis un an donc nous vivons dans la sujétion. Pendant cette période, la vie n'a fait qu'empirer. Le ravitaillement est mauvais, les prix augmentent, la production est inefficace. Beaucoup d'hommes capables, pleins de talent et régulièrement élus ont dû abandonner leur travail ou leurs fonctions. Le programme d'action du P.C. tchécoslovaque, d'avril 1968, est supprimé point par point, diverses organisations sont démantelées par la force, l'opinion publique n'est plus associée à la définition de la politique de l'Etat, les décisions sur les pro-

blèmes importants sont prises par un groupe de quelques individus et non par les organes démocratiques de l'Etat. Aucun organisme du pouvoir tchèque n'a été créé par la volonté du peuple. Le mandat du Parlement fédéral est achevé depuis longtemps.

(Lire la suite page 3, 1^{re} col.)



PRESSES

SUZANNE
avec la collaboration

LE MA
DU DE

Faut-il réhabi

